

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2209

20 août 2014

SOMMAIRE

A&A Corporation S.à r.l.	105998	Selecta Group S.à r.l.	105988
AG Holding S.A.	106032	ShapeZ S.à r.l.	105992
Arial Sporting S.A.	106032	SHCO 67 S.à r.l.	105989
Care Hold S.à r.l.	106030	SJC Capital Holdings S.à r.l.	105991
Concrete Vision S.à r.l.	105989	Société Coopérative de Chauffage Urbain	105992
Longitude Semiconductor S.à r.l.	105999	SOF-9 Rome Dvv Lux S.à r.l.	105996
Lux 20 Starlight GBP S.à r.l.	105996	Spare Vit S.à r.l.	106030
New Era Fund Sicav-Sif	106002	Sportfield International 1 S.à r.l.	105987
New Era Management	106014	Stam Re III	105991
OCM Magnum Holdings S.à r.l.	106026	St. Jude Medical Luxembourg Holding S.à r.l.	105988
Omega Marketing Distribution Sarl	106030	Sun Days Travel S.A.	105987
Optimum Holding Limited	105986	Swan SICAV-SIF	105991
Optimum One Limited	105986	TAYABOL HOLDING S.A., société de ges- tion de patrimoine familial	105991
Osteologic S.à r.l.	106029	Technique Nordique S.A.	105988
palero drei S.à r.l.	105992	Temprano Capital Partners Luxembourg S.à r.l.	105990
palero fünf S.à r.l.	106029	The Capital Toolbox Company	105988
Peten Holding S.à r.l.	106021	TJT (B) (Luxembourg) Investment Com- pany S.à r.l.	105987
Piment International S.A.	106030	Tonnant S.à r.l.	105990
Red Station	105986	Vitrilux S.A.	105987
"Sagewood Finance S.A."	105987		
"Sagewood Finance S.A."	105986		
Sapphire (Harlow) Nominee Limited	105994		
Schengen Consult S.à r.l.	105986		
Secapital S.à r.l.	105988		
Sedma S.à r.l.	105992		

Optimum Holding Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 179.137.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2014.
Référence de publication: 2014082493/10.
(140097378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Optimum One Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 184.652.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2014.
Référence de publication: 2014082494/10.
(140097377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Red Station, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 155.654.

Rectificatif du dépôt effectué le 12 juin 2014 sous le numéro L140096912

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial
Référence de publication: 2014082569/11.
(140097326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Schengen Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 28, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 88.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Référence de publication: 2014082618/11.
(140097180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

"Sagewood Finance S.A.", Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 91.624.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature
Référence de publication: 2014082611/12.
(140097463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Sun Days Travel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 17, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 147.493.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014082654/9.
(140097138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

TJT (B) (Luxembourg) Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 87.845.

Les comptes annuels au 15 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TJT (B) (Luxembourg) Investment Company S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014082680/11.
(140097506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Sportfield International 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 114.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2014082603/11.
(140097529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Vitrilux S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 32.512.

Il a été pris bonne note que Madame Alice HELLAWELL, administrateur de la société, réside dorénavant à l'adresse suivante: 5425 rue Saint-Denis, appartement 104, Montréal, Québec H2J 4B7, Canada.

Le 20 mai 2014.
Pour VITRILUX S.A.

Référence de publication: 2014082719/11.
(140096979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

"Sagewood Finance S.A.", Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 91.624.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2014082610/12.
(140097462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Technique Nordique S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082660/9.

(140097645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

The Capital Toolbox Company, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8365 Hagen, 48A, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 149.310.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082662/9.

(140097670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

St. Jude Medical Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 143.811.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 23 décembre 2013, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 23 janvier 2014.

Référence de publication: 2014086483/11.

(140102082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Selecta Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 180.778.

Les statuts coordonnés au 28 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014086475/11.

(140101883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Secapital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.305.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014086516/14.

(140102558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

**Concrete Vision S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SHCO 67 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 186.125.

In the year two thousand fourteen, on the fifth of June.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CGS III (Jersey) Limited, a Jersey limited company, established and existing under the laws of the law of Jersey, having its registered office is at 5th Floor, 37 Esplanade, St Helier, Jersey JE4 8WH, and registered under company number 109000, acting in its capacity as managing general partner (the Managing General Partner) of CGS III (Jersey) LP, a Jersey Limited Partnership, established and existing under the law of Jersey, having its principal place of business at 5th Floor, 37 Esplanade, St Helier, Jersey JE4 8WH and registered with the Company Registry of the Jersey Financial Services Commission under number 1397 (The Sole Shareholder)

here represented by Mr. Gaël Toutain, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on June 3, 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "SHCO 67 S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186125, established pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette dated March 20, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company into "Concrete Vision S.à r.l." and subsequent to amend article 4 of the articles of association of the Company to give it henceforth the following wording:

" Art. 4. The Company will assume the name of "Concrete Vision S.à r.l.", a private limited Company."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at nine hundred Euro (EUR 900,-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le cinq juin.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

CGS III (Jersey) Limited, une société à responsabilité limitée du Jersey, établie sous la loi de Jersey, ayant son siège social au 5th Floor, 37 Esplanade, St Helier, Jersey JE4 8WH, et enregistrée sous le numéro 109000, agissant en sa qualité d'associé commandité (l'Associé Commandité) de la société CGS III (Jersey) LP, une société à responsabilité de Jersey, établie sous la loi de Jersey et ayant son siège social au 5th Floor, 37 Esplanade, St Helier, Jersey JE4 8WH, et enregistrée au Registre des Sociétés de la Commission des Services Financiers de Jersey sous le numéro 1397 (l'Associé Unique)

ici représentée par M. Gaël Toutain, salarié, avec adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 3 juin 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «SHCO 67 S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 186125, constituée par acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 20 mars 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Résolution unique

L'associé unique décide de changer le nom de la Société en «Concrete Vision S.à r.l.», et d'amender l'article 4 des statuts de la Société et lui donner dorénavant la formulation suivante:

« **Art. 4.** La société prend la dénomination de "Concrete Vision S.à r.l.", société à responsabilité limitée.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de neuf cents Euro (EUR 900,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Toutain, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 juin 2014. Relation: LAC/2014/26515. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014086522/85.

(140102459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Tonnant S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 400.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 160.310.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082664/9.

(140097668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Temprano Capital Partners Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 179.121.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082674/9.

(140097576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Swan SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 175.600.

Le Rapport Annuel Révisé abrégé au 31 Décembre 2013 et la distribution des dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 juin 2014.

Référence de publication: 2014083358/11.

(140098276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

SJC Capital Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 174.100.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

SJC Capital Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014083331/11.

(140098111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Stam Re III, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 135.144.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 5 juin 2014

L'associé unique de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Jean-Robert Bartolini en tant que gérant de la Société avec effet immédiat,
- de nommer Monsieur Nicolas Gérard et Madame Rosalba Barretta, ayant leurs adresses professionnelles au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant que gérants avec effet immédiat pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014083349/13.

(140098161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

TAYABOL HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 81.162.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 11 juin 2014 que:

(i) Les démissions de Messieurs Olivier Liégeois et Benoît Bauduin, administrateurs de la Société ont été acceptées avec effet immédiat;

(ii) Madame Sandrine BISARO, née le 28 juin 1969 à Metz (France) demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, et (ii) Monsieur Philippe SALPETIER, né à Libramont (Belgique) le 19 août 1970, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg ont été nommés administrateurs de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014083367/19.

(140098317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Société Coopérative de Chauffage Urbain, Société Coopérative.

Siège social: L-3590 Dudelange, place de d'Hôtel de Ville.
R.C.S. Luxembourg B 18.298.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014083310/9.

(140098577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

ShapeZ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 159.019.

Je vous fais part de ma décision de démissionner avec effet immédiat de mon mandat de gérant de votre Société immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159019.

Le 12 juin 2014.

Geert DIRKX.

Référence de publication: 2014083306/10.

(140097900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

palero drei S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 170.125.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014082778/13.

(140098188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Sedma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 174.882.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf mai.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Alain MANOUKIAN, chef d'entreprise, né le 19 février 1946 à Marseille (Fr), demeurant à B-1180 Uccle, Villa d'Este-37 B, Avenue de l'Observatoire, Belgique,

agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de

2.- Madame Danielle De POORTERE, retraitée, née le 02 décembre 1947 à Sint Niklaas (B), demeurant à B-1180 Uccle, Villa d'Este - 37 B, Avenue de l'Observatoire, Belgique

3.- Madame Seda MANOUKIAN, gérante de société, née le 14 février 1972 à Romans-sur-Isère (Fr), demeurant à 1835, route Napoléon, F-38320 Brié et Angonnes (France).

ici représentées en vertu de deux (2) procurations lui délivrées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquelles comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter:

- qu'ils sont les associés actuels de la société à responsabilité limitée «SEDMA S.à r.l.», (la «Société»), établie et ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 174.882, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 714 du 23 mars 2013.

- qu'en leur qualité d'associés, représentant l'intégralité du capital social de la société, ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital de la Société à concurrence d'un montant d'un million cinq cent quarante-et-un mille deux cent cinquante euros (EUR 1.541.250,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (12.500,- EUR) à un montant d'un million cinq cent cinquante-trois mille sept cent cinquante euros (1.553.750,- EUR) par la création et l'émission de douze mille trois cent trente (12.330) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune, disposant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

- Monsieur Alain MANOUKIAN, prénommé et ici présent, déclare souscrire à trois mille deux cent cinq (3.205) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, et de les libérer par apport en nature de vingt-six (26) parts sociales qu'il détient de la société à responsabilité limitée de droit français «SEDMA» dont le siège social se trouve 29, boulevard Gabriel Péri, F-26100 Romans-sur-Isère (France), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le numéro 419 557 723 (ci-après «SEDMA FRANCE»), évalués à 400.625,77 EUR (quatre cent mille six cent vingt-cinq euros et soixante-dix-sept cents), dont 400.625,- EUR (quatre cent mille six cent vingt-cinq euros) sont alloués au compte capital social et le solde de 0,77- EUR (seize soixante-dix-sept cents) au compte prime d'émission.

- Madame Danielle De POORTERE, prénommée, et représentée comme ci-avant, déclare souscrire à trois mille deux cent cinq (3.205) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, et de les libérer par apport en nature de vingt-six (26) parts sociales qu'elle détient de la société à responsabilité limitée de droit français «SEDMA» dont le siège social se trouve 29, boulevard Gabriel Péri, F-26100 Romans-sur-Isère (France), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le numéro 419 557 723 (ci-après «SEDMA FRANCE»), évalués à 400.625,77 EUR (quatre cent mille six cent vingt-cinq euros et soixante-dix-sept cents), dont 400.625,- EUR (quatre cent mille six cent vingt-cinq euros) sont alloués au compte capital social et le solde de 0,77- EUR (seize soixante-dix-sept cents) au compte prime d'émission.

- Madame Seda MANOUKIAN, prénommée, et ici présent, déclare souscrire à cinq mille neuf cent vingt (5.920) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, et de les libérer par apport en nature de quarante-huit (48) parts sociales qu'elle détient de la société à responsabilité limitée de droit français «SEDMA» dont le siège social se trouve 29, boulevard Gabriel Péri, F-26100 Romans-sur-Isère (France), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le numéro 419 557 723 (ci-après «SEDMA FRANCE»), évalués à 740.001,43 EUR (six cent quarante-et-un mille sept cent soixante-dix-neuf euros et quatre-vingt-seize cents), dont 740.000,- EUR (sept cent quarante mille euros) sont alloués au compte capital social et le solde de 1,43- EUR (un euros et quatre-trois cents) au compte prime d'émission.

Evaluation

La valeur dudit apport a été fixée à un million cinq cent quarante-et-un mille deux cent cinquante-deux euros et quatre-vingt-dix-sept cents (1.541.252,97- EUR) et a été évaluée par les souscripteurs des nouvelles parts émises par la société.

Un million cinq cent quarante-et-un mille deux cent cinquante euros (EUR 1.541.250,-) sont alloués au compte capital social et le solde au compte prime d'émission.

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant.

Mise en oeuvre effective de l'apport

Les souscripteurs ici présents, déclarent expressément que:

- (i) les souscripteurs sont les seuls propriétaires de tous les Actifs;
- (ii) les parts sociales sont libres de tout privilège, charge, option, hypothèque, gage ou de tout autre droit de tiers;
- (iii) les parts sociales apportées ne font l'objet d'aucune contestation ou action en justice;
- (iv) les parts sociales apportées sont librement transférables, avec tous les droits y attachés;
- (v) «SEDMA FRANCE» est dûment constituée et existe valablement;
- (vi) à leur connaissance, «SEDMA FRANCE» ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire de faillite, liquidation, dissolution ou de transfert d'actifs à ses créanciers, et il n'existe aucun fait ni aucune circonstance à la date des présentes qui pourrait conduire à de telles actions judiciaires;
- (vii) pour autant que de besoin, tous les actes ou formalités ont été accomplis et tous les consentements et approbations nécessaires ont été obtenus afin d'autoriser le transfert des Actions; et
- (viii) l'ensemble des formalités subséquentes au transfert des Actions requise en vertu de toute loi applicable sera accompli afin que l'apport des Actifs soit valable en tout lieu et à l'égard de tout tiers.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide, en conséquence de ce qui précède de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à un million cinq cent cinquante-trois mille sept cent cinquante euros (1.553.750,- EUR), représenté par douze mille quatre cent trente (12.430) actions d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de rectifier l'adresse des associés et des gérants à savoir: Madame Danielle De POORTERE et de Monsieur Alain MANOUKIAN demeurant tous les deux à B-1180 Uccle, Villa d'Este-37 B, Avenue de l'Observatoire, Belgique et l'adresse de Madame Seda MANOUKIAN, demeurant à 1835, route Napoléon, F-38320 Brié et Angonnes (France).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève à environ EUR 2.550,-.

DONT ACTE, fait et passé Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Alain MANOUKIAN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 mai 2014. Relation GRE/2014/2085. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 5 juin 2014.

Référence de publication: 2014083324/100.

(140097907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Sapphire (Harlow) Nominee Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.629.158,00.

Siège de direction effectif: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.870.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-sixth day of May,
before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

EPISO Holding 15 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157.406 and having at the date hereof a share capital of GBP 500,000.- (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, on May 20th 2014.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of Sapphire (Harlow) Nominee Limited, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of England and Wales and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 33 Jermyn Street, London SW1Y 6DN, United Kingdom, and its principal establishment and central administration at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168.870 and having at the date hereof a share capital of GBP 13,629,158.- (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been drawn up on December 30, 2011 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1588 of June 25, 2012, and have been modified for the last time on April 3, 2012 pursuant to a deed of rectification of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1484 of June 14, 2012;

II. That the Sole Shareholder will resolve upon the following agenda:

1. Transfer of the registered office of the Company to c/o Tristan Capital Partners, Berkeley Square House (8th Floor), Berkeley Square, London W1J 6DB, United Kingdom, and amendment and restatement of paragraph 3.2 of article 3 of the Articles;

2. Amendment and restatement of paragraph 4.1 of article 4 of the Articles; and

3. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company to c/o Tristan Capital Partners, Berkeley Square House (8th Floor), Berkeley Square, London W1J 6DB, United Kingdom, and to amend and restate paragraph 3.2 of article 3 of the Articles which will henceforth read as follows:

« **3.2.** The Company's registered office is established at c/o Tristan Capital Partners, Berkeley Square House (8th Floor), Berkeley Square, London W1J 6DB, United Kingdom, and the Company's principal establishment and central administration are established at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.»

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and restate paragraph 4.1 of article 4 of the Articles which will henceforth read as follows:

« **4.1.** Subject to the provisions of the Act and without prejudice to Article 32 of Table A, the Company may: [...]»

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the amendment of the Articles are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Declaration

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-sixième jour du mois de mai,
par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

EPISO Holding 15 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie et existant sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.406 et ayant à la date du présent acte un capital social de GBP 500.000,- (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 20 mai 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Sapphire (Harlow) Nominee Limited, une société à responsabilité limitée régie par les lois d'Angleterre et du Pays de Galles et les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 33 Jermyn Street, London SW1Y 6DN, Royaume-Uni, son établissement principal et administration centrale au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.870 et ayant à la date du présent acte un capital social de GBP 13.629.158,- (the Company). La Société a été constituée le 30 décembre 2011, suivant un acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1588 du 25 juin 2012, et les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 3 avril 2012 suivant acte rectificatif du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1484 du 14 juin 2012;

II. Que l'Associé Unique va délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Transfert du siège social de la Société au c/o Tristan Capital Partners, Berkeley Square House (8th Floor), Berkeley Square, London W1J 6DB, Royaume-Uni, et modification et reformulation du paragraphe 3.2 de l'article 3 des Statuts;

2. Modification et reformulation du paragraphe 4.1 de l'article 4 des Statuts; et

3. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société au c/o Tristan Capital Partners, Berkeley Square House (8th Floor), Berkeley Square, London W1J 6DB, Royaume-Uni, et de modifier et reformuler le paragraphe 3.2 de l'article 3 des Statuts de sorte qu'il aura dorénavant la teneur suivante:

« **3.2.** Le siège social de la Société est établi au c/o Tristan Capital Partners, Berkeley Square House (8th Floor), Berkeley Square, London W1J 6DB, Royaume-Uni, et l'établissement principal et administration centrale de la Société au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.»

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier et reformuler le paragraphe 4.1 de l'article 4 des Statuts de sorte qu'il aura dorénavant la teneur suivante:

« **4.1.** Sous réserve des dispositions de la Loi et sans préjudice à l'Article 32 du Tableau A, la Société peut: [...]»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge du fait de la modification des Statuts sont estimés à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de ladite partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celle-ci a signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 juin 2014. Relation: LAC/2014/25762. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014083301/114.

(140097588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**SOF-9 Rome Dvv Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Lux 20 Starlight GBP S.à r.l.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.493.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-eighth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SOF-9 Rome Investments Lux S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés under number B 170 551,

here represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party is the sole shareholder of "Lux 20 Starlight GBP S.à r.l.", a société à responsabilité limitée established in Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 179 493, incorporated by deed enacted by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on July 30, 2013 published with the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on September 19, 2013 under number 2302. The articles of incorporation have not been amended since.

The appearing party requested to the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the registered name of the Company, to be changed into "SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l.";

2. Amendment of Article 1 of the Articles of Association of the Company to reflect such action;
3. Acknowledgement of the change of statutory seat to 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, as decided in a resolution voted by the Board of Managers on May 21, 2014.
4. Acknowledgment of the appointment of a new manager, Mrs Peggy Murphy, as decided in a resolution voted by the Shareholders on May 21, 2014.

Then the sole shareholder took the following resolutions:

First resolution:

The sole shareholder resolves to change the name of the Company, from “Lux 20 Starlight GBP S.à r.l.” into “SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l.”

Second resolution:

As a consequence of the foregoing resolution, the sole shareholder resolves to amend Article 1 of the Articles of Association, which will henceforth read as follows:

" **Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l.” (the “Company”), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915 on commercial companies as amended (the “Company Law”) and by the present articles of association (the “Articles”)."

Third resolution:

As a result of a decision taken by the managers of the Board in a resolution dated May 21, 2014 to transfer the statutory seat to 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, the sole shareholder resolves to ratify this decision.

Fourth resolution:

The sole shareholder reminds its resolution dated May 21, 2014 to appoint Ms Peggy Murphy, with professional address 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, as additional Manager of SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l., with effective date May 22, 2014 for an undetermined period.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

There being no further business, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit mai,

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

SOF-9 Rome Investments Lux S.à r.l., une société constituée et existante sous les lois du Luxembourg et ayant son siège au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 170 551

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie déclare être l'associé unique de la société à responsabilité limitée Lux 20 Starlight GBP S.à r.l. établie et ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 179 493, constituée suivant acte reçu pardevant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg en date du 30 juillet 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 19 septembre 2013 sous le numéro 2302. Les statuts de la société n'ont pas été modifiés depuis.

La partie comparante a requis le notaire d'acter comme suit que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination sociale de la société, à changer en «SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l.»;

2. Modification de l'article 1 des statuts de la société en conséquence;
3. Ratification de la décision du Conseil de Gérance réuni du 21 mai 2014 concernant le transfert du siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
4. Ratification de la nomination de Madame Peggy Murphy, telle que décidée dans une résolution de l'associé unique le 21 mai 2014.

Ces faits exposés et reconnus exacts par les associés, ces derniers ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société, de «Lux 20 Starlight GBP S.à r.l.» en «SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l.».

Deuxième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, les associés décident de modifier l'article 1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination «SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l.» (la «Société»), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») et par les présent statuts (les «Statuts»).»

Troisième résolution:

L'associé unique décide de ratifier la décision votée par les gérants dans une résolution du Conseil de gérance tenue le 21 mai 2014, ayant transféré le siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Quatrième résolution:

L'associé unique rappelle sa résolution en date du 21 mai 2014 de nommer Madame Peggy Murphy, avec adresse professionnelle 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que nouveau membre du Conseil de gérance de la société SOF-9 Rome DVV Lux S.à r.l. avec date effective du 22 mai 2014 et pour une période indéterminée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 mai 2014. LAC/2014/25217. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2014.

Référence de publication: 2014083896/114.

(140099657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

A&A Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 152.492.

A partir du 19 mars 2014, l'adresse de la société A&A CORPORATION S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 152492, est à L-2561 Luxembourg, 31 rue de Strasbourg.

A&A Corporation S.à r.l.

Geert DIRKX

Gérant Unique

Référence de publication: 2014082784/12.

(140097915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Longitude Semiconductor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.530.000,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 180.359.

In the year two thousand and fourteen, the twenty-fifth day of April.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

were taken the written resolutions of the sole shareholder of Longitude Semiconductor S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 180.359 and having a share capital of one million two hundred eighty-six thousand nine hundred United States Dollars (USD 1,286,900.-) (the Company).

The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, prenamed, on 26 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2773 of 6 November 2013. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently pursuant to a deed received by Maître Francis Kessler, prenamed, on 3 April, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

THERE APPEARED:

PS4 Luxco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 179.594 and having a share capital of one million five hundred thirty thousand five hundred United States Dollars (USD 1,530,500.-),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, as represented above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that the appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. that the Company's share capital is presently set at one million two hundred eighty-six thousand nine hundred United States Dollars (USD 1,286,900.-) represented by (i) twenty-five thousand seven hundred and thirty-eight (25,738) class A tracking units and (ii) one million two hundred sixty-one thousand one hundred and sixty-two (1,261,162) class B tracking units, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each;

III. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two hundred forty-three thousand one hundred United States Dollars (USD 243,100.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one million two hundred eighty-six thousand nine hundred United States Dollars (USD 1,286,900.-) represented by (i) twenty-five thousand seven hundred and thirty-eight (25,738) class A tracking units and (ii) one million two hundred sixty-one thousand one hundred and sixty-two (1,261,162) class B tracking units, to one million five hundred thirty thousand United States Dollars (USD 1,530,000.-) by way of the issuance of (i) four thousand eight hundred sixty-two (4,862) class A tracking units, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each and (ii) two hundred thirty-eight thousand two hundred and thirty-eight (238,238) class B tracking units, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe for (i) four thousand eight hundred sixty-two (4,862) class A tracking units, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each and (ii) two hundred thirty-eight thousand two hundred and thirty-eight (238,238) class B tracking units, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash amounting to two million four hundred thirty-one thousand United States Dollars (USD 2,431,000.-) (the Contribution).

The Contribution in an aggregate amount of two million four hundred thirty-one thousand United States Dollars (USD 2,431,000.-) is to be allocated as follows:

(i) an amount of two hundred forty-three thousand one hundred United States Dollars (USD 243,100.-) is to be allocated to the share capital account of the Company, with

a. four thousand eight hundred sixty-two United States Dollars (USD 4,862.-) to be paid up for the issuance of the four thousand eight hundred sixty-two (4,862) class A tracking units; and

b. two hundred thirty-eight thousand two hundred and thirty-eight United States Dollars (USD 238,238.-) to be paid up for the issuance of the two hundred thirty-eight thousand two hundred and thirty-eight (238,238) class B tracking units; and

(ii) an amount of two million one hundred eighty-seven thousand nine hundred United States Dollars (USD 2,187,900.-) is to be allocated to the share premium account of the Company attached to the shares.

The amount of two million four hundred thirty-one thousand United States Dollars (USD 2,431,000.-) corresponding to the Contribution is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges.

Second resolution

As a result of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend Article 16.1 of the Articles so that it reads henceforth as follows:

“ Art. 16. Capital.

16.1 The share capital of the Company is one million five hundred thirty thousand United States Dollars (USD 1,530,000.-) divided into

(i) thirty thousand six hundred (30,600) class A tracking units with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (collectively the Class A Units and, individually, a Class A Unit); and

(ii) one million four hundred ninety-nine thousand four hundred (1,499,400) class B tracking units with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (collectively the Class B Units and, individually, a Class B Unit).

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any unit(s) in addition to its (their) nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used for the purpose of the redemption of any units as per article 17. of these articles, to offset any net realized losses, to make distributions to the members or to allocate funds to the legal reserve.“

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and to authorise and empower any manager of the Company and any lawyer or employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l. and of UNSWORTH & ASSOCIATES S.à r.l., each acting individually, to proceed on behalf of the Company, to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at three thousand Euros (3,000.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour d'avril,

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ont été prises des résolutions écrites de l'associé unique de Longitude Semiconductor S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.359 et disposant d'un capital social d'un million deux cent quatre-vingt-six mille neuf cents dollars américains (USD 1.286.900.-) (la Société).

La Société a été constituée le 26 août 2013 suivant un acte de Maître Francis Kessler, précité, en publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2773 du 6 novembre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont pas été modifiés pour la dernière fois par un acte reçu par Maître Francis Kessler, prénommé, le 3 avril 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A COMPARU:

PS4 Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée

au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.594 et disposant d'un capital social d'un million cinq cent trente mille cinq cents dollars américains (USD 1.530.500,-),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

La partie comparante, telle que représentée ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que la partie comparante est l'associé unique (l'Associé Unique) de la Société et représente l'intégralité du capital social de la Société;

II. que le capital social de la Société est actuellement fixé à un million deux cent quatre-vingt-six mille neuf cents dollars américains (USD 1.286.900,-) représenté par (i) vingt-cinq mille sept cent trente-huit (25.738) parts sociales traçantes de classe A et (ii) un million deux cent soixante-et-un mille cent soixante-deux (1.261.162) parts sociales traçantes de classe B, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune;

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de deux cent quarante-trois mille cent dollars américains (USD 243,100,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel d'un million deux cent quatre-vingt-six mille neuf cents dollars américains (USD 1.286.900,-) représenté par (i) vingt-cinq mille sept cent trente-huit (25.738) parts sociales traçantes de classe A et (ii) un million deux cent soixante-et-un mille cent soixante-deux (1.261.162) parts sociales traçantes de classe B, à un montant d'un million cinq cent trente mille dollars américains (USD 1.530.000,-) par l'émission de (i) quatre mille huit cent soixante-deux (4.862) Parts Sociales de Classe A, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune et (ii) deux cent trente-huit mille deux cent trente-huit (238.238) Parts Sociales de Classe B, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune.

Souscription - Libération

Sur ce, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à (i) quatre mille huit cent soixante-deux (4.862) Parts Sociales de Classe A, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune et (ii) deux cent trente-huit mille deux cent trente-huit (238.238) Parts Sociales de Classe B, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire d'un montant de deux millions quatre cent trente-et-un mille dollars américains (USD 2.431.000,-) (l'Apport).

L'Apport d'un montant total de deux millions quatre cent trente-et-un mille dollars américains (USD 2.431.000,-) sera affecté comme suit:

(i) un montant de deux cent quarante-trois mille cent dollars américains (USD 243,100,-) sera affecté au compte de capital social de la Société, avec

a. quatre mille huit cent soixante-deux dollars américains (USD 4.862) qui sera libéré par l'émission de quatre mille huit cent soixante-deux (4.862) Parts Sociales de Classe A; et

b. deux cent trente-huit mille deux cent trente-huit dollars américains (USD 238.238) qui sera libéré par l'émission de deux cent trente-huit mille deux cent trente-huit (238.238) Parts Sociales de Classe B; et

(ii) un montant de deux millions cent quatre-vingt-sept mille neuf cents dollars américains (USD 2.187.900,-) sera affecté au compte de prime d'émission de la Société relié aux parts sociales.

Le montant de deux millions quatre cent trente-et-un mille dollars américains (USD 2.431.000,-) correspondant à l'Apport est à la disposition de la Société, tel qu'il a été démontré au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 16.1 des Statuts, qui a désormais la teneur suivante:

“ Art. 16 Capital.

16.1 Le capital social de la Société est fixé à un million cinq cent trente mille dollars américains (USD 1.530.000,-) représenté par

(i) trente mille six cents (30.600) parts sociales traçantes de classe A ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (collectivement, les Parts Sociales de Classe A, et individuellement, une Part Sociale de Classe A); et

(ii) un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cents (1.499.400) parts sociales traçantes de classe B ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (collectivement, les Parts Sociales de Classe B, et individuellement, une Part Sociale de Classe B).

En plus du capital social, un (des) compte(s) de prime d'émission sur le(s)quel(s) toute prime payée sur une (des) part (s) en plus de sa (leur) valeur nominale est transférée. Le montant du compte de prime d'émission peut être utilisé pour

le rachat de parts en vertu de l'article 17. des présents statuts, compenser des pertes nettes, effectuer des distributions aux associés ou affecter les fonds à la réserve légale.”

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l. et de UNSWORTH & ASSOCIATES S.à r.l., chacun agissant individuellement, afin de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison du présent acte sont estimés à trois mille Euros (3.000.- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la la partie comparante, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la même partie, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont Acte, en foi de quoi le présent acte notarié est passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 mai 2014. Relation: LAC/2014/20470. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014085545/187.

(140101550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

New Era Fund Sicav-Sif, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 187.820.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteenth, on the twenty-first day of May.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appear:

NEW ERA Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 28-32 Place de la gare L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, here duly represented by Mr Regis Galiotto, with professional address at 101 r. Cents, L-1319 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal;

NEW ERA Protection SA here duly represented by Mr Regis Galiotto, with professional address at 101 r. Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxies, being initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party in the capacity of which it acts has requested the notary to draw up the following articles of incorporation (the "Articles") of an investment company with variable capital under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which such party declares to incorporate.

Preliminary title

Terms in capital letters not defined in the Articles shall have the meaning ascribed to these terms in the Issuing Document of the Company.

Name - Purpose - Registered office - Duration

Art. 1. Form of the Company.

1.1 There is hereby established among the subscribers and those who may become owners of shares (each a "Shareholder" and collectively the "Shareholders") in the future, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) in the form of an investment company with variable share capital qualifying as specialised investment fund (société

d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of "NEW ERA FUND SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

1.2 The Company shall be governed by the law of February 13, 2007, as amended, relating to specialised investment funds (hereinafter the "SIF Law") and the law of 10 August 1915, as amended, relating to commercial companies (the "Company Law").

Art. 2. Duration.

2.1 The Company is established for an unlimited period. However, it may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of the Shareholders subject to the quorum and majority requirement necessary for the amendment of the Articles as described in the article 26.4 of these Articles.

2.2 The General Partner (as defined in article 13.1 below) will establish sub-funds (each a "Sub-Fund", together the "Sub-Funds") for an unlimited or a limited duration, as specified for each Sub-Fund in the issuing document issued by the Company as amended from time to time, together with the Appendix(ces) in relation to the Sub-Fund(s) (each referred to as a "Appendix") (hereinafter the "Issuing Document"). Each Sub-Fund may be separately liquidated without such separate liquidation resulting in the liquidation of another Sub-Fund. Only the liquidation on the last remaining Sub-Fund will result in the liquidation of the Company.

Art. 3. Purpose.

3.1 The main purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities and other assets permitted to an undertaking for collective investment under the provisions of the SIF Law. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the Shareholders the result of the management of the Company's assets.

3.2 The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the SIF Law.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner.

4.2 If the General Partner considers that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

4.3 Branches or other offices may be established, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad, by a decision of the General Partner.

Capital - Shares

Art. 5. Share capital, Classes of Shares and categories of Shares.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by shares (hereinafter the "Shares") with no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 11 of these Articles.

5.2 In accordance with article 27 of the SIF Law, the subscribed capital of the Company must reach the equivalent aggregate amount of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or equivalent in a foreign currency within the first twelve months following its approval by the Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), and thereafter may not be less than this amount.

5.3 The initial share capital of the Company shall be represented by the following classes (each a "Class" and collectively the "Classes") of Shares of no par value:

(i) "Management Shares Class": shares which have been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) "Ordinary Shares Class": any shares other than the Management Shares and which have been or will be subscribed by the limited shareholders (associés commanditaires) of the Company (the "Limited Shareholders").

5.4 The initial capital of the Company is USD 50,000 (USD fifty thousand) divided into:

- 10 (ten) Management Shares for a global amount of USD 10,000 (USD ten thousand);

- 40 (forty) Ordinary Shares for a global amount of USD 40,000 (USD forty thousand).

The Accounting Currency of the Company is the United States Dollar (USD).

The Reference Currency of a Sub-Fund is determined in the relevant Appendix of the Issuing Document.

5.5 The General Partner is in accordance with article 8 hereof authorised to issue additional Shares at a subscription price to be determined by the General Partner, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

5.6 The Company's share capital shall vary, without any amendment of the Articles, as a result of the Company issuing new Shares or redeeming its Shares.

Art. 6. Sub-Funds - Classes of Shares.

6.1 The General Partner may, at any time, issue different Classes of Shares, which may carry different rights and obligations, notably with regard to their distribution policy, their fee structure, their minimum subscription and holding amounts or their target investors. Those Shares shall be issued, in accordance with article 8 hereof, on terms and conditions as shall be decided by the General Partner. More specifically Shares of each Class may be issued either with accumulation of income or distribution of income as more fully described in each Appendix of each Sub-Fund.

6.2 The General Partner may, at any time and in its own discretion, create one or more additional Sub-Fund(s) for an unlimited or a limited period of time, as specified for each Sub-Fund in the relevant Appendix. Each existing or newly created Sub-Fund may have different specific features as the General Partner shall from time to time determine.

6.3 A separate pool of assets is maintained for each Sub-Fund and each Sub-Fund constituting “compartments” within the meaning of article 71 of the SIF Law is treated as a separate entity and operates independently, each portfolio of assets being invested for the exclusive risk and benefit of this Sub-Fund’s Shareholders.

6.4 The Company is one single entity. However, the right of investors and creditors concerning a Sub-Fund or raised by the constitution, operation or liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of this Sub-Fund, and the assets of a Sub-Fund will be responsible exclusively for the rights of the investors relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the constitution, operation or liquidation of this Sub-Fund.

6.5 In the relations between Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity. All income and expenses not allocated to any Sub-Fund shall be apportioned on a pro-rata basis to the various Sub-Funds, unless the General Partner determines otherwise. The net proceeds from the subscription are invested in the specific portfolio of assets constituting the relevant Sub-Fund.

6.6 The proceeds of the issue of Shares in respect of each Sub-Fund will be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund in permitted assets in accordance with the investment policy determined by the General Partner from time to time in respect of the relevant Sub-Fund. All Shares of the same Sub-Fund shall have equal rights unless otherwise specified in these Articles.

6.7 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the Company’s share capital shall be the aggregate of the net assets of all the Classes of Shares in all Sub-Funds.

6.8 The Company shall prepare consolidated or combined (as the case may be) accounts in United States Dollar.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Company shall issue Shares in registered form only unless otherwise provided in the specific provision for any Sub-Fund in the relevant Appendix.

7.2 All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders (the “Shareholders’ Register”) which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such Shareholders’ Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid-up on each Share.

7.3 The inscription of the Shareholder’s name in the Shareholders’ Register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his/her/its shareholding.

7.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Shareholders’ Register.

7.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Shareholders’ Register and the Shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Shareholders’ Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.6 The Company recognizes only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

7.7 The General Partner may decide to issue fractional Shares up to [three] decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

7.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders of the respective Sub-Funds and Classes of Shares, in respect of registered Shares, by bank transfer to their mandated addresses in the Shareholders’ Register.

Art. 8. Subscription for Shares.

8.1 The Company may issue new Shares as described in the Issuing Document without giving any pre-emptive or preferential rights to existing Shareholders.

Subscription Agreement

8.2 Any subscription for Ordinary Shares must be made in writing pursuant to a subscription agreement entered into by the Company and a Limited Shareholder (the Subscription Agreement).

8.3 The General Partner is authorized to reject or accept subscription applications, in whole or part, on such basis and on such terms as the General Partner may in its absolute discretion determine. The General Partner is not obliged to disclose the reason, or reasons for rejecting any subscription application.

8.4 In the event of a subscription application being rejected, the subscription money or the balance thereof (as the case may be) will be returned (without interest) as soon as practicable by telegraphic transfer (at the risk and cost of the applicant) to the applicant's account at the remitting financial institution.

Restriction to the ownership of Shares

8.5 Ordinary Shares are available to Well-Informed Investors only in accordance with the SIF Law.

8.6 The General Partner may restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the interests of the existing Limited Shareholders or of the Company, or of one given Class of Shares, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred. Such persons, firms, partnerships or corporate bodies shall be determined by the General Partner (the "Prohibited Persons"). For the avoidance of doubt, the term "Prohibited Person" includes any person, firm, partnership or corporate body, which does not meet the definition of Well-Informed Investors as described below.

8.7 As the Company is not registered under the Securities Act of 1933 of the United States, as amended (the "1933 Act"), nor has the Company been registered under the United States Investment Act of 1940, as amended, its Shares may not be offered or sold, directly or indirectly, in the United States of America or its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction, or to citizens or residents thereof (hereinafter referred to as "US Persons"). Accordingly, the Company may require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not he is, or will be, a Prohibited Person or a US Person.

8.8 The General Partner retains the right to offer only one or several Classes of Shares as for subscription in any particular jurisdiction in order to conform to local law, custom, business practice or the Company's commercial objectives.

Subscription Periods - Closings

8.9 The Initial Subscription Period (as defined in the Issuing Document) is defined for each Sub-Fund in the relevant Appendix. An initial closing (the "Initial Closing") shall take place at the date specified for each Sub-Fund in the relevant Appendix.

8.10 The General Partner has the right to cause the Company to accept subscriptions for Shares from subsequent Shareholders during subsequent Subscription Periods. A first closing (the "First Closing") shall take place at the date specified for each Sub-Fund in the relevant Appendix.

8.11 After the First Closing, any number of subsequent closings may be held until the Final Closing (as defined below) during subsequent Subscription Periods at which new investors and the existing Shareholders shall be offered to subscribe for Ordinary Shares.

8.12 On a subsequent Subscription Period, each new Limited Shareholder will be required to make an initial payment of that portion of its Commitment (as defined in the Issuing Document) equal to the percentage of Commitments already called from the existing Limited Shareholders.

Contribution in Kind

8.13 The General Partner may also agree to issue Ordinary Shares as consideration in kind assets, which could be acquired by the Company pursuant to its investment policy and investment restrictions. Any such contribution in kind will be valued in a report established by an independent auditor qualifying as a "réviseur d'entreprises agréé" drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law and in respect of assets on the basis of valuation report established by the independent auditor. The costs of such report(s) will be borne by the incoming Shareholders. For the avoidance of doubt, the contribution in kind of Assets shall be subject to the provisions of Article 26 et seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time.

Temporary Suspension of Subscriptions

8.14 The General Partner may declare a suspension of the calculation of the NAV (as defined below) in certain circumstances as described below in article 12 and in the Issuing Document. No Ordinary Shares will be issued during any such period of subscription.

8.15 Notice of suspension will be given to subscribers. Withdrawal of a subscription will only be effective if written notification by letter or by fax is received by the registrar and transfer agent of the Company before termination of the period of suspension, failing which any subscriptions, not withdrawn will be processed on the first Valuation Day (as

defined in the issuing Document) following the end of the suspension period, on the basis of the NAV per Share determined on this Valuation Day.

Art. 9. Redemption of Shares - Redemption in kind - Compulsory Redemption.

9.1 The Company is an open-ended fund and thus Ordinary Shares shall be redeemable upon the request of the Limited Shareholders.

9.2 The General Partner may, in respect of a specific Sub-Fund, at its entire discretion but with the consent of the Limited Shareholder(s) concerned, decide to satisfy payment of the redemption price to any Limited Shareholder wholly or partly in kind by allocating to such Limited Shareholder assets of the relevant Sub-Fund, equal in value as of the Valuation Day with respect to which the redemption price is calculated, to the NAV of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Limited Shareholders of the relevant Class(es), and the valuation used shall be confirmed by a special report of the independent auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee

9.3 Where it appears to the Company that a Prohibited Person or US Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Ordinary Shares, the General Partner shall direct such Limited Shareholder to sell his/her/its Ordinary Shares and to provide the Company with evidence of the sale within ten (10) calendar days of the notice. Such a sale of Ordinary Shares must follow the procedure set forth below in the article 10 of these Articles.

If such Limited Shareholder fails to comply with the direction, the General Partner may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Limited Shareholder all Ordinary Shares held in the following manner:

(a) The Company shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Limited Shareholder holding such Ordinary Shares or appearing in the Shareholders' Register as the owner of the such Ordinary Shares to be repurchased, specifying the Ordinary Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

(b) Any such Purchase Notice may be served upon such Limited Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Limited Shareholder at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Limited Shareholder shall cease to be the owner of the Ordinary Shares specified in such Purchase Notice and his/her/its name shall be removed from the Shareholders' Register.

(c) The price at which each such Ordinary Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be the NAV per Share of the relevant Class of Shares.

(d) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Ordinary Shares normally in the currency fixed by the General Partner for the payment of the redemption price of the Ordinary Shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price.

(e) Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Ordinary Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank.

9.4 The exercise by the General Partner of the power conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Ordinary Shares by any person or that the true ownership of any Ordinary Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the General Partner in good faith.

Art. 10. Transfer of Ordinary Shares.

10.1 A Limited Shareholder may not sell, assign, exchange, pledge, donate or otherwise transfer any Ordinary Shares except with the prior written consent of the General Partner and upon delivery of a copy of the transfer deed satisfactory to the General Partner in form and substance. In particular, the transfer deed shall contain the transferee's declaration to become a Limited Shareholder subject to the terms of the Articles and to adhere to any other agreements that may exist at any time among all Limited Shareholders and to communicate any information required by law to the Company and its agents.

10.2 Ordinary Shares are transferable or assignable provided that the transferee fully and completely assumes in writing any and all at such time remaining obligations relating to its position as a holder of Ordinary Shares of the transferor under the Subscription Agreement entered into by the transferor.

10.3 The transferor shall remain jointly and severally liable with the transferee for any and all at such time remaining obligations relating to its position as holder of Ordinary Shares of the vendor or transferor of Ordinary Shares under the Subscription Agreement entered into by the transferor.

10.4 The General Partner also has the right to refuse, at its sole discretion, such transfer. In such a case the General Partner will have to propose to the transferor another transferee that it deems eligible or to redeem the Ordinary Shares in accordance with the conditions set forth above in the article 9.

10.5 The cost of processing and perfecting a transfer shall be borne by the party seeking admission as a Limited Shareholder.

Art. 11. Calculation of the NAV per Share.

11.1 Under the responsibility of the AIFM (as defined below), the Central Administrative Agent (as defined in the Issuing Document) shall determine and calculate on each Valuation Day, in accordance with Generally Accepted Accounting Principles (GAAP) in Luxembourg and Luxembourg law, the net asset value (the “NAV”) of each Sub-Fund.

11.2 The NAV of a Sub-Fund consists of the market value of such Sub-Fund’s consolidated or combined (as the case may be) assets less its consolidated or combined (as the case may be) liabilities determined in accordance with these Articles.

11.3 The market value of the Sub-Fund’s consolidated or combined (as the case may be) assets represents the gross asset value (“GAV”) of the Company.

11.4 The NAV per Share of each Class of Shares shall be expressed in the reference currency of such Class and shall be determined as of any Valuation Day by dividing (i) the NAV of the relevant Class (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable thereto on any such Valuation Day), by (ii) the number of Shares of such Class that are fully paid. The NAV per Share may be rounded up or down to one hundredth of one United States Dollar.

11.5 If since the time of determination of the NAV of a Class of Shares there has been a material change in relation to a substantial part of the properties or property rights of the Company, so that the valuation does not accurately reflect the NAV of such Class, the Company may, in order to safeguard the interest of the Shareholders, carry out a new valuation for the purposes of re-calculating the NAV of the relevant Class.

11.6 The accounts of the Affiliates (as defined in the Issuing Document) of the Company will (to the extent required under applicable accounting rules and regulations) be consolidated or combined (as the case may be) with the accounts of the Company at each Valuation Day and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below.

11.7 The assets of each Sub-Fund are described in the relevant Appendix.

11.8 The value of the assets shall be determined in accordance with GAAP in Luxembourg as described in the Issuing Document.

11.9 Liabilities

The liabilities of the Company shall in relation to each Sub-Fund be deemed to include:

- (a) all loans, notes and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (c) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses and advisory fees which includes fees payable to the Investment Advisor, the Custodian, the Central Administrative Agent, the independent auditor and other corporate agents);
- (d) an appropriate provision for current taxes payable and deferred taxes based on applicable capital and income tax rates at the Valuation Day, as determined from time to time by the AIFM, as well as such amount (if any) as the AIFM may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company; and
- (e) all known liabilities, present and future (where such future liabilities relate to a specific obligation on the relevant Valuation Day), including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

11.10 The valuation of the assets of the Company must meet these following considerations:

- (a) Shares to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- (b) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the date of issue and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company; and
- (c) Where on any Valuation Day the Company has contracted to:
 - (i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company, but only in the event that the risks and rewards pertaining to such asset have passed to or from the Company;
 - (ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company, but only in the event that the risks and rewards pertaining to such asset have passed to or from the Company and provided also, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the AIFM with prudence and good faith.
- (d) If a valuation in accordance with the above rules is rendered impossible or incorrect owing to special or changed circumstances, the AIFM shall be entitled to use other generally recognised valuation principles, which are verifiable by the independent auditor in order to value the assets.

(e) In exceptional circumstances, further valuations may be carried out on the same day; such valuations shall be valid for any applications for purchase and/or redemption subsequently received.

11.11 Valuations by independent auditors

As the case may be, the valuation of the assets of a Sub-Fund will be determined by an independent auditor.

The independent auditor will be an independent professional who is licensed where appropriate and operates or has subcontracted, with the approval of the General Partner, its duties to any entity that operates in the jurisdiction where any relevant investment is located. The independent auditor will be one or more reputable firms chosen by the General Partner.

The independent auditor is paid a fee for such services out the NAV of the Company and as defined for the relevant Sub-Fund, as the case may be.

All assets are valued by way of an annual valuation of the portfolio of the Company. Additionally, the independent auditor values or revalues individual assets in the portfolio on their acquisition or disposal (including in relation to contributions in kind or redemptions in specie). A new valuation is not necessary if the sale of the asset takes place within six (6) months after the last valuation thereof. If a conflict of interest arises for one independent auditor, for instance it has been retained by a seller to value assets which the relevant Sub-Fund is attempting to invest in, then a different independent auditor will be engaged as the independent auditor.

The name of the independent auditor(s) will be indicated in the annual financial report for each year. The disposition prices may not be materially lower than the relevant valuation except in exceptional circumstances which are duly justified. In such case, the General Partner must justify its decision in the next financial report.

Art. 12. Temporary Suspension of the Calculation of the NAV per Share.

12.1 The General Partner may suspend the determination of the NAV of any Sub-Fund:

(a) during any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the Sub-Fund from time to time is quoted, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable or if the property market is such that disposal of the assets owned would be seriously detrimental to the interest of the Limited Shareholders, or if, in the opinion of the AIFM, sale/redemption prices cannot be fairly calculated;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments or the current prices or values on any market or stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal prices or rates of exchange;

(e) during any period when the given Sub-Fund is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Sub-Fund is proposed;

(f) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company in respect of a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

(g) when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by investment funds in which the Fund or the relevant Sub-Fund is invested and;

when the General Partner so decides, provided all Limited Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied, due to circumstances that may incur excessive losses for the Fund of the Sub-Fund or a major depreciation of the assets of the Fund or any Sub-Fund.

12.2 The subscription for Ordinary Shares of any Sub-Fund shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the NAV of the Ordinary Shares to be subscribed. In such event, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the registrar and transfer agent of the Company before the termination of the period of suspension.

12.3 Any such suspension of the determination of the NAV will be notified to prospective Limited Shareholders having signed a Subscription Agreement and will be published if required by law.

Management - Supervision

Art. 13. General Partner.

13.1 The Company shall be managed by its unlimited shareholder ("associé commandité") acting as sole manager of the Company, namely NEW ERA Management S.à r.l., a "société à responsabilité limitée" incorporated, organized and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, represented and acting through its board of managers as required by the Company Law (hereinafter referred to as the "General Partner").

13.2 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the General Partner appoints an administrator, who need not be a Shareholder, to effect urgent or mere administrative acts,

until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles, a successor general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated. Notwithstanding article 25.3 below, any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 14. Powers of the General Partner.

14.1 As the sole holder of the Management Shares, the General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's interest, insofar as such powers are not expressly reserved by law to the general meeting of Shareholders.

14.2 It has, inter alia, the exclusive right to decide upon the following matters:

- (i) The creation of new Classes of Shares;
- (ii) The creation of new Sub-funds;
- (iii) The appointment and removal of the investment advisor(s) of the Company;
- (iv) Waive, reduce or vary any notice periods, conditions to subscriptions, periods for or terms of remittance of subscription proceeds, or other requirements or limitations relating to subscriptions, either for Limited Shareholders generally or for particular Limited Shareholders or Classes of Ordinary Shares and either at the time a particular subscription is proposed or in advance by agreement with one or more Limited Shareholders; and
- (v) The General Partner cannot be revoked without its consent.

14.3 As the sole holder of the Management Shares, the General Partner is indefinitely liable for the obligations of the Company to the extent that the Company is unable to meet such obligations.

Art. 15. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two managers of the General Partner, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 16. Delegation of Powers.

16.1 The General Partner may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and any Sub-Fund thereof (including the right to act as authorized signatory for the Company in relation to the Company itself and any Sub-Fund thereof) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the General Partner, which shall have the powers determined by the General Partner and who may, if the General Partner so authorizes, sub-delegate their powers.

16.2 The General Partner may also confer other special powers of attorney by notarial or private proxy.

16.3 For each Sub-Fund, the General Partner may appoint or seek the advices of one or several advisor and/or experts either internally or via subcontracts to be remunerated out of the assets of the relevant Sub-Fund (the "Service Provider"), as further described in the Issuing Document. The Service Provider(s) will (subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner) undertake certain functions under the control and responsibility of the General Partner of the Company.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions. The Company, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Company in compliance with the SIF Law and as laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale, or shall be adopted from time to time by resolutions of the General Partner and as shall be described in the Issuing Document.

Art. 18. Conflict of Interests.

18.1 In the event that the Company is presented with an investment proposal involving a property owned (in whole or in part) by the General Partner, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates, or involving any portfolio company whose shares are held by, or which has borrowed funds from any of the aforementioned persons, (including any managed, advised, or sponsored investment funds), such person will fully disclose such conflict of interest to the General Partner and the AIFM.

18.2 In the event that the Company is presented with an investment proposal in a property or portfolio company which was or is managed or advised by the General Partner, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates, the terms of such management or advisory work shall be fully disclosed to the AIFM.

18.3 Any conflict of interests shall be resolved in the best interest of the Shareholders.

18.5 The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

18.7 The General Partner, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates may from time to time provide other professional services to the Company, its subsidiaries or private equity assets. Any such services shall be provided at prevailing market rates for like services under a professional service agreement (which shall include fee

ranges) and a project specific contract (specifying the terms of reference and fees applicable in respect of the specific property for which services are to be provided).

18.8 For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more of the managers of the General Partner, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates is interested in, or is a director, manager, associate, officer or employee of such other company or firm.

Art. 19. Indemnification of the General Partner.

19.1 The Company shall indemnify the General Partner, the AIFM, the Investment Advisor or any of its managers or any officer of the Company (each an "Indemnitee") against all expenses reasonably incurred by such Indemnitee in connection with any action, suit or proceeding to which such Indemnitee may be made a party by reason of its being or having been the General Partner or a manager of the General Partner or an officer of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which such Indemnitee is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which such Indemnitee shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the Indemnitee did not commit such a breach of duty.

19.2 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Alternative Investment Fund Manager (AIFM).

20.1 The Company may, under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, and in particular the SIF Law and the AIFM Law, either appoint an external AIFM in order to carry out the functions described in annex I of the AIFM Law, or remain self-managed.

20.2 Details regarding the appointment of the external AIFM or the self-managed structure (as the case may be) will be set out in the Issuing Document.

Art. 21. Independent Auditor.

21.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by a certified qualified auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company out of the Sub-Funds' assets.

21.2 The certified qualified auditor shall fulfill all duties prescribed by the SIF Law.

General meetings of shareholders - Subfunds

Art. 22. Powers.

22.1 The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of the Shareholders.

22.2 Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. Annual General Meetings of Shareholders.

23.1 The annual general meeting of Shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of meeting, on the third Thursday of June at 3.00 p.m. (Luxembourg time), or, if such day is not a Business Day (as defined in the Issuing Document), on the next following Business Day.

23.2 The annual general meeting of Shareholders may be held abroad if, in the opinion of the General Partner, exceptional circumstances beyond the scope of the Company's or of its Shareholders' control will so require.

Art. 24. Other General Meetings of Shareholders.

24.1 The General Partner may convene other general meetings of Shareholders. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may also request the General Partner to convene a general meeting of Shareholders.

24.2 Such other general meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of the meeting.

Art. 25. Procedure.

25.1 Written notices of all general meetings will be sent to the holders of registered Shares by post at least eight (8) calendar days prior to the meeting at their addresses in the Shareholders' Register except for the annual general meeting of Shareholders for which the notice shall be sent by registered letter at least [twenty-one (21)] calendar days prior to the date of the meeting. Such notices will include the agenda and specify the time and place of the meeting and the conditions of admission and will refer to the requirements of Luxembourg law. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) calendar days before the date of the meeting. If all Shareholders are present or represented and consider them-

selves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting of Shareholders may take place without notice of the meeting.

25.2 Notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

25.3 The General Partner may determine all other conditions, which must be fulfilled by the Shareholders in order to attend a general meeting of Shareholders.

25.4 The general meeting of Shareholders may appoint a manager of the General Partner or any other person as chairman. The chairman of such general meeting of Shareholders shall designate a secretary who may be instructed to keep the minutes of the general meeting of Shareholders as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the chairman.

Art. 26. Vote.

26.1 The business transacted at any general meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

26.2 Each Share in whatever Sub-Fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. Only full Shares are entitled to vote. A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder and who may be a manager of the General Partner.

26.3 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented whose votes have been validly cast. Unless otherwise provided in these Articles, no vote at a general meeting of Shareholders shall be passed validly unless approved by the General Partner.

26.4 These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements as provided by the Company Law. No vote at an extraordinary general meeting of Shareholders amending the Articles shall be passed validly unless approved by the General Partner.

26.5 Any resolution of the general meeting of Shareholders affecting the rights of the Shareholders of any Sub-Fund vis-à-vis the rights of the Shareholders of any other Sub-Fund(s), shall be subject in respect of each Sub-Fund such to the quorum and majority requirements described in article 27 hereof.

Art. 27. General Meetings of Shareholders of Sub-Fund(s) or Class(es).

27.1 The Shareholders of any Sub-Fund and / or Class of Shares may hold, at any time, general meetings of Shareholders to decide on any matter, which relate exclusively to such Sub-Fund and/or Class, such as the allocation of results.

27.2 The provisions of articles 23 and 24 shall apply to such general meetings of Shareholders. Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund and/or Class of Shares are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented and voting at the meeting. No vote at a general meeting of Shareholders of a Sub-Fund and / or Class of Shares of the Company shall be passed validly unless approved by the General Partner.

Financial year - Balance sheet

Art. 28. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence each year on 1st January and shall terminate on 31st December of the same year.

Art. 29. Distributions.

29.1 Within each Sub-Fund, Shares may be issued as capitalisation Shares or as distribution Shares. The features of the Shares available within each Sub-Fund are set out in the relevant Sub-Fund's Appendix.

29.2 The General Partner may declare annual, or other interim distributions from the investment income gains, and realized capital gains, and, if considered necessary to maintain a reasonable level of dividends, out of any other funds available for distribution.

29.3 In any event, no distribution may be made if, as a result the net assets of the Company would fall below EUR 1,250,000.

29.4 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

29.5 Distributions not claimed will be kept by the Company at the disposal of the relevant beneficiary of the distribution. Distributions not claimed within five (5) years of their due date will lapse and revert to the relevant Class of Shares within the relevant Sub-Fund.

Art. 30. Custodian.

30.1 To the extent required by the SIF Law and the AIFM Law, the Company shall enter into a custodian agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

30.2 The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the SIF Law and the AIFM Law.

30.3 If the Custodian wishes to withdraw, the Company shall use its best endeavours to find a successor custodian within two (2) months of such withdrawal. The Company may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in its place.

Dissolution and liquidation of the company - Termination, Division and amalgamation of sub-funds or classes of shares

Art. 31. Term, Dissolution and Liquidation of the Company.

31.1 The Company is created for an unlimited period.

31.2 The Company may, at any time, be dissolved by a resolution taken by the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined in these Articles.

31.3 Whenever the capital falls below two-thirds of the minimum share capital, the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide on simple majority of the votes of the Shares present, represented and voting at the meeting.

31.4 The question of the dissolution of the Company shall also be referred to the general meeting of Shareholders whenever the capital falls below one quarter of the minimum share capital. In such event, the general meeting of Shareholders shall be held without quorum requirements, and the dissolution may be decided by the Shareholders holding one quarter of the votes present, represented and voting at that meeting.

31.5 The general meeting of Shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) calendar days from when it is ascertained that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

31.6 The issue of Ordinary Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of Shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed. One or more liquidators shall be appointed by the general meeting of Shareholders to realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the Shareholders. The proceeds of the liquidation, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the Shareholders in each Class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by Shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Art. 32. Termination of a Sub-Fund and/or Class of Shares.

32.1 In the event that for any reason the value of the net assets of any Sub-Fund and/or Class of Shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund and/or Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Sub-Fund and/or Class of Shares would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund and/or Class of Shares, or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class of Shares at their NAV per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

32.2 The General Partner shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing.

32.3 Unless otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between them, the Shareholders of the Sub-Fund and/or Class of Shares concerned may continue to request redemption of their Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

32.4 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund, and/or Class of Shares.

32.5 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, the general meeting of Shareholders of any Sub-Fund and/or Class may, upon proposal from the General Partner, resolve to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class of Shares and to refund to the Shareholders the NAV of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders, which shall resolve at the simple majority of those present represented and voting.

32.6 Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six (6) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

32.7 All redeemed Shares shall be cancelled by the Company.

Art. 33. Amalgamation, Division or Transfer of Sub-Funds or Classes of Shares.

33.1 Under the same circumstances as provided above in article 32, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund and/or Class of Shares to those of another existing Sub-Fund and/or Class of Shares within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Sub-Fund and/or Class of Shares within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to reallocate the Shares

of the relevant Sub-Fund and/or Class as Shares of another Sub-Fund and/or Class of Shares (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above in article 32 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund or Class of Shares), one (1) month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

33.2 Under the same circumstances as provided above in article 32, the General Partner may decide to reorganise a Sub-Fund and/or Class of Shares by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes of Shares. Such decision will be published in the same manner as in the article 32 above (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new Sub-Funds or Classes of Shares) one (1) month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period.

33.3 A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Sub-Fund and/or Class of Shares to another undertaking for collective investment, to another Sub-Fund and/or Class of Shares within such other undertaking for collective investment shall, require a resolution of the Shareholders of the Sub-Fund and/or Class of Shares concerned, taken with a fifty percent (50%) quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a two-thirds (2/3) majority of the Shares present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such Shareholders who will have voted in favour of such amalgamation.

Art. 34. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 35. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Company Law and the SIF Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory provisions

- 1) The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31st December 2014.
- 2) The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2015.

Subscription and payment

The initial share capital is fixed at fifty thousand United States Dollar (USD 50,000) represented by ten (10) Management Shares and forty (40) Ordinary Shares, without par value.

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Name of Subscribers	Number of subscribed shares
NEW ERA Management S.à r.l.	10 Management Shares
NEW ERA Protection SA	40 Ordinary Shares

All the shares of the Company so subscribed have been fully paid-up in cash, so that the amount of fifty thousand United States Dollar (USD 50,000) is at the disposal of the company, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Company Law and expressly states that they have been fulfilled.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about three thousand Euros (3,000.- EUR).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of shareholders, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 28-32 Place de la gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The following is elected as independent auditor (“Réviseur d’Entreprises Agréé”) of the Company for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31st December 2014:

- PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, 400 Route d’Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed is drawn up, on the date named at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mai 2014. Relation: LAC/2014/24818. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 juin 2014.

Référence de publication: 2014085622/663.

(140100994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

New Era Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 187.819.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the day of twenty-first of May.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Guy Varache, of French nationality, born in Lille (France), on 4th March 1960, professionally residing at 28-32 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg

here represented by Mr Regis Galiotto, notary’s clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration. Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “NEW ERA Management” (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or in case of several managers, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or, in case of several partners, the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or in case of several managers, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations and the management of such participations in NEW ERA FUND SICAV-SIF, an investment company with variable capital (société d’investissement à capital variable - SICAV)

in the form of a partnership limited by shares (société en commandité par actions - S.C.A.) to be incorporated under the laws of Luxembourg and to be qualified as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé - SIF), governed by the Luxembourg law dated 13 February 2007 on SIFs, as amended and to act as its general partner and shareholder with unlimited liability.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred and twenty-five (125) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-).

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, in case of several partners, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles to one vote at the general meetings of partners. A partner is entitled to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the subscribed share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is at any time managed by at least three managers appointed by a resolution of the single partner or, in case of several partners, the general meeting of partners which sets the term of their office. Several managers have been appointed and they constitute a board of managers, which shall choose among its members, a chairman. The managers need not to be partners. The Company shall be bound, in all circumstances, by the joint signatures of any two managers.

7.2. The managers may be dismissed ad nutum, by a resolution of the general meeting of partners.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by any two managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of the chairman or any two managers at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the convening notice. The chairman will preside any meeting of the board of managers of the Company. In his absence, the board of managers of the Company may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. No notice shall be required in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

9.5. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

9.6. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented at the meeting of the board of managers. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. In the event that at a meeting of the board of managers the votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.7. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, e-mail, facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolutions.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2. Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

Art. 14. Accounting year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of same year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of partners has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or, in case of several partners, the general meeting of partners;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or, in case of several partners, the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be split among the partner(s) in proportion to the shares held by each partner in the Company.

16.3. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon, Mr Guy Varache prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to one hundred and twenty-five (125) shares and to have them fully paid up by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

Resolutions of the sole partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Mr Raoul CHEVIGNARD, Institutional Director and Head of AIFM, born in Dijon (France), on 30th November 1978, with professional address at 2 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duchy of Luxembourg;

Mr Raffaele LEVI-MINZI, Managing Partner, born in Milan (Italy) Milano, Italy, on 25th December 1974, with professional address at 12, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

Mr Vivian WALRY, lawyer, born in Cambrai (France), on the 4th January 1978, with professional address at 70 route d'Esch, L-1470 Luxembourg;

2. The registered office of the Company is set at 28-32, Place de la gare, L-1616Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le vingt-et-unième jour du mois de mai.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Mr Guy Varache, de nationalité française, né à Lille (France), le 4 mars 1960, demeurant professionnellement au 28-32 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg

représenté par Mr Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles. Laquelle comparantes, ès-qualité qu'elle agisse, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «NEW ERA Management» (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance de la Société, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations et la gestion de ces participations dans NEW ERA FUND SICAV-SIF, une société d'investissement à capital variable sous la forme d'une société en commandite par actions devant être constituée sous la loi du Luxembourg et devant être qualifiée de société d'investissement spécialisée régie par la loi du 13 février 2007 sur les sociétés d'investissement spécialisées, telle que modifiée et agir comme associé gérant commandité et associé.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social souscrit de la Société.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est à tout moment gérée par au moins trois gérants, qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Les gérants qui ont été nommés forment un conseil de gérance, qui choisira parmi ses membres, un président. Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés. La Société sera engagée, en tout circonstance par les signatures conjointes de deux gérants.

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum par une résolution de l'assemblée générale des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par deux gérants de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation du président ou deux gérants au siège social de la Société sauf indication contraire sur l'avis de convocation. Le président dirigera toutes les assemblées du conseil de gérance de la Société. En son absence, le conseil de gérance de la Société peut nommer un autre gérant comme président pro tempore par vote de la majorité présente à ladite assemblée.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Aucun avis écrit ne sera requis en cas de résolutions approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

9.5. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plus d'un de ses collègues.

9.6. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion du conseil de gérance les votes pour et contre une décision sont égaux, le président de l'assemblée a voix prépondérante. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.7. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre, e-mail, télécopie ou tout autre moyen de communication. L'ensemble formera les procès-verbaux témoignant des résolutions.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux gérants ou, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le conseil de gérance;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés;

(iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera réparti entre le/les associé(s) proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

16.3. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2014.

106021

Souscription - Libération

M. Guy Varache représenté comme décrit ci-dessus, déclare avoir souscrit à cent vingt-cinq (125) parts sociales et de les avoir entièrement libérées par un versement en espèces d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

La somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

La partie comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

Décisions des associés

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Mr Raoul CHEVIGNARD, Administrateur et Responsable AIFM, né à Dijon (France), le 30 novembre 1978, demeurant professionnellement à 2 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg;

Mr Rafaelle LEVI-MINZI, gérant de sociétés, né à Milan, Italie, le 25 décembre 1974, demeurant professionnellement à 12, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg; et

Mr Vivian Walry, avocat, né à Cambrai (France), le 4 janvier 1978, demeurant professionnellement à 70 route d'Esch, L-1470 Luxembourg;

2. Le siège social de la Société est établi à 28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mai 2014. Relation: LAC/2014/24817. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 juin 2014.

Référence de publication: 2014085623/393.

(140100956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Peten Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 187.835.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of June

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

THERE APPEARED:

Trafalgar Engineering Ltd, a company establish under the laws of Ireland, with registered office at Hume House, 7th Floor, Ballsbridge, Dublin 4, registered with number 498328

here represented by Ms Beatriz Garcia, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given privately.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on

commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name “PETEN HOLDING S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company’s corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by one hundred and twenty five (125) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all fully paid-up and subscribed.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders’ decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders’ meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum. In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the individual signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the first of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2014.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The appearing party, Trafalgar Engineering Ltd, represented as stated hereabove, declares to have fully paid the shares by contribution in cash, so that the amount of EUR 12.500,- is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred Euros.

Resolutions of the sole shareholder

- 1) The Company will be administered by the following manager:
- Ms Colette WOHL, with professional address at L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal.
- 2) The address of the corporation is set at L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze juin,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

TRAFALGAR ENGINEERING LTD, société de droit irlandais, établie et ayant son siège social à Hume House, 7th Floor, Ballsbridge, Dublin 4, Irlande, immatriculée sous le numéro 498328,

ici représentée par Mme Béatriz Gracia, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, telle que représentée, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet social de la Société est:

L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: "PETEN HOLDING S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de n'importe quel membre du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gestion,
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

La partie comparante, TRAFALGAR ENGINEERING LTD, représentée comme dit-est, déclare souscrire toutes les parts sociales et les libérer intégralement par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euro est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents Euros.

Décision de l'associé unique

1) La Société est administrée par le gérant suivant:

Mme Colette WOHL avec adresse professionnelle à L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal

2) L'adresse de la Société est fixée à L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, elle a signé le présent acte avec le notaire.
Signé: B. GARCIA, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 12 juin 2014. Relation: LAC/2014/27189. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014085668/268.

(140101535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

OCM Magnum Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 184.741.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of June,
Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of "OCM Magnum Holdings S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 184.741 (the Company).

The Company was incorporated on January 23, 2014 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1112, page 53342 of May 2, 2014. The articles of association of the Company have been amended for the last time on February 3, 2014 pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esh-sur-Alzette, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

OCM Luxembourg Coppice Midco S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175318, whose share capital is amounting to GBP 43,600.63 (the Sole Shareholder);

hereby represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. The one million two hundred and fifty-five thousand and forty-four (1,255,044) shares of the Company with a par value of one penny (GBP 0.01) each, representing the entirety of the share capital of the Company are duly represented at the Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notices;

2. Dissolution and liquidation of the Company;

3. Appointment of Mr Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as liquidator of the Company and determination of the powers of the liquidator and liquidation procedure;

4. Discharge to be granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate; and

5. Miscellaneous.

Now, therefore, the Sole Shareholder, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting decides to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Third resolution

The Meeting decides to appoint the Mr Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as liquidator of the Company (the "Liquidator").

Fourth resolution

The Meeting decides that the Liquidator will prepare a detailed inventory of the Company's assets and liabilities, that the Liquidator will have the broadest powers pursuant to the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended (the Law) to perform its duties (including without limitation to dispose of the Company's assets) and that the Company will be bound towards third parties by the sole signature of the Liquidator.

For such a purpose, the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate his powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Meeting decides to grant full discharge to the managers of the Company for the exercise of their mandates.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 950.-.

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre juin,

Par-devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de «OCM Magnum Holdings S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184741 (la Société).

La Société a été constituée le 23 janvier 2014 suivant un acte de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1112, page 53342 du 2 mai 2014. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 3 février 2014 suivant acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

OCM Luxembourg Coppice Midco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175318, dont le capital social s'élève à GBP 43.600,63 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. les un million deux cent cinquante-cinq mille quarante-quatre (1.255.044) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont dûment représentées à la présente assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Dissolution et liquidation de la Société;

3. Nomination de M. Szymon DEC, gérant de sociétés, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de liquidateur de la Société et détermination des pouvoirs du liquidateur et de la procédure de liquidation;

4. Décharge à accorder aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat; et

5. Divers.

Sur ce, l'Associé Unique, représenté par son mandataire, a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en liquidation.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Szymon DEC, gérant de sociétés, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Quatrième résolution

L'Assemblée décide que le Liquidateur dressera un inventaire détaillé des actifs et passifs de la Société, que le Liquidateur sera investi des pouvoirs les plus étendus en vertu de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi), afin d'accomplir ses fonctions (y inclus le droit de disposer sans limite des actifs de la Société) et que la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature unique du Liquidateur.

A ces fins, le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et accomplir toutes opérations, y inclus ceux prévus par l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des associés. Le Liquidateur pourra, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations ou devoirs spécifiques et définis à une ou plusieurs personnes ou entités.

Le Liquidateur est autorisé, à sa seule discrétion, de payer des avances sur les bonis de liquidation aux Associés, et ce conformément à l'article 148 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge pleine aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué à environ EUR 950,-.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 06 juin 2014. Relation GRE/2014/2296. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 16 juin 2014.

Référence de publication: 2014085638/149.

(140101081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Osteologic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 177.917.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014082498/10.

(140096956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

palero fünf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 179.642.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014082779/13.

(140098186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Omega Marketing Distribution Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 118.550.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014082504/10.

(140097178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Piment International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 66.456.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PIMENT INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014084047/13.

(140098667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**Care Hold S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Spare Vit S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 184.931.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of the month of June,
Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

Vitruvian II Luxembourg S.à r.l. (the "Sole Shareholder"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, and registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B184.359, represented by Me Elsa Idir, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 12 June 2014 (such proxy to be registered together with the present deed)

being the sole shareholder and holding all the twelve thousand five hundred (12,500) class C shares in issue in Spare Vit S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 184.931, incorporated on 13 February 2014 by deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number C-1162 on 8 May 2014. The articles of association of the Company were amended on 9 May 2014 by deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial.

The appearing party declared and requested the notary to record as follows:

(A) The Sole Shareholder holds all the shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

(B) The items on which resolutions are to be passed are as follows:

1) Change of the name of the Company into "Care Hold S.à r.l." and consequential amendment of the first sentence of the article 1 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Care Hold S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter."

2) Amendment of the article 11 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

" **Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December, 2014."

Thereupon the Sole Shareholder has passed the following resolutions:

First resolution

It is resolved to change the name of the Company into "Care Hold S.à r.l." and to consequentially amend the first sentence of the article 1 of the articles of the Company as set forth in the agenda.

Second resolution

It is resolved to amend the article 11 of the articles of the Company as set forth in the agenda.

All the items of the agenda have been resolved upon.

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about one thousand euro (EUR 1.000,-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the same appearing party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le treizième jour du mois de juin,
par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Vitruvian II Luxembourg S.à r.l. (l'«Associé Unique»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.359, représentée par Me Elsa Idir, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 12 juin 2014 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte),

étant l'associé unique et détenant l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe C émises dans Spare Vit S.à r.l. (la «Société») une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.931, constituée le 13 février 2014 par acte de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro C-1162 du 8 mai 2014. Les statuts de la Société ont été modifiés le 9 mai 2014 par acte du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial.

La partie comparante a déclaré et demandé au notaire d'acter ce qui suit:

(A) L'Associé Unique détient l'ensemble des parts sociales émises dans la Société de sorte que des décisions peuvent être prises valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

(B) Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

1) Changement de dénomination de la Société en «Care Hold S.à r.l.» et modification en conséquence de la première phrase de l'article 1 des statuts de la Société afin qu'elle ait la teneur suivante:

«Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Care Hold S.à r.l.» (la «Société»).»

2) Modification de l'article 11 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 11. Année Sociale.** L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.»

À la suite de quoi, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de changer la dénomination de la Société en «Care Hold S.à r.l.» et de modifier en conséquence la première phrase de l'article 1 des statuts de la Société tel qu'indiqué dans l'ordre du jour.

Seconde résolution

Il est décidé de modifier l'article 11 des statuts de la Société tel qu'indiqué dans l'ordre du jour.

Tous les points portés à l'ordre du jour ont fait l'objet d'une résolution.

106032

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société ou qui lui seront imputés dans le cadre de son augmentation de capital ont été estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît qu'à la demande de la même partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie comparante, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre les versions anglaise et française.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: E. IDIR, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 16 juin 2014. Relation: DIE/2014/7545. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 17 juin 2014.

Référence de publication: 2014084934/99.

(140100606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2014.

Arial Sporting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 55.118.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014084364/12.

(140099810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2014.

AG Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 156.044.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire en date du 11 avril 2014

Première résolution:

L'actionnaire prend acte de la démission de:

- Madame Magali Fetique, administrateur, née le 01 février 1981, résidant professionnellement au 42 Rue de la Vallée L-2661 Luxembourg, avec effet au 26 mars 2014.

Deuxième résolution:

L' actionnaire nomme comme administrateur:

- Monsieur Massimo Raschella, né le 16 avril 1978 à Differdange (Luxembourg), résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

- Monsieur Angelo Galasso, né le 04 juillet 1959 à Francavilla Fontana (Italie), résidant professionnellement au 8-10 Hans Road, GB SW3 London, United Kingdom, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

La nouvelle adresse du commissaire aux comptes Veridice S.à r.l. est la suivante: 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, ce jour.

Pour AG Holding S.A.

Référence de publication: 2014084345/23.

(140100008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2014.
